

PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION des RELATIONS avec les
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
et du CADRE de VIE
Bureau de l'environnement

-
Installation classée soumise à
autorisation n° 7119/carrière n° 231
-

Pétitionnaire :

SNC Sablière de l'Ile au Page (S.I.P.)

ARRÊTÉ N° 2002.1.1669 du 5 décembre 2002

**autorisant la SNC Sablière de l'Ile au Page (S.I.P.) à poursuivre
l'exploitation d'une carrière en lit majeur de la Loire, sur le territoire
de la commune d'Argenvières, au lieu-dit "L'Ile au Page"**

La Préfète du Cher, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du mérite,

VU la partie législative du code de l'environnement,

VU le code des douanes et notamment ses articles 266 sexies à 266 terdecies,

VU le code minier,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code rural,

VU le code forestier,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la santé publique,

VU la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques complétée
par la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de
malveillance,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à
la lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la
protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment ses articles
40-1 à 40-7,

VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières,

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement et à la protection de
l'environnement, notamment son article 16,

.../...

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,

VU le décret du 20 mai 1953, modifié notamment par le décret du 7 juillet 1992, les décrets n° 93-1412 du 29 décembre 1993, n° 94-485 du 9 juin 1994, n° 96-197 du 11 mars 1996, n° 97-1116 du 27 novembre 1997, n° 99-1220 du 28 décembre 1999, n° 2000-283 du 30 mars 2000 et n° 2002-680 du 30 avril 2002 pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées,

VU le décret n° 64-1148 du 16 novembre 1964 portant règlement sur l'exploitation des minières et carrières à ciel ouvert,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, modifié notamment par les décrets n° 94-484 du 9 juin 1994, n° 96-18 du 5 janvier 1996, n° 2000-258 du 20 mars 2000, n° 2001-146 du 12 février 2001 et n° 2002-89 du 16 janvier 2002, pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement susvisé,

VU le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées,

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives,

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application des articles L 123.1 à L 123.16 du code de l'environnement (ex. loi n° 83-630 du 12 juillet 1983),

VU le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques,

VU le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

VU le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571.2 du code de l'environnement,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage des déchets,

VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier,

VU le décret n° 2000-1349 du 26 décembre 2000 modifié relatif à la taxe générale sur les activités polluantes dues par les exploitants des établissements dont certaines installations sont soumises à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et dont les activités font courir, par leur nature ou leur volume, des risques particuliers à l'environnement,

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion,

VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail,

.../...

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996, modifié le 30 avril 1998, fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

VU l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier,

VU les arrêtés du 12 mai 1997 relatifs à la limitation des émissions sonores :

- des motocompresseurs,
- des groupes électrogènes de puissance,
- des grues à tours, des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleuses,

VU l'arrêté interministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 23 février 1998 fixant les conditions de demande d'agrément d'organisme pour l'analyse critique du montant de la garantie financière de remise en état des carrières,

VU la circulaire ministérielle du 2 juillet 1996 précisant les conditions d'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU la circulaire ministérielle du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Loire-Bretagne approuvé le 26 juillet 1996,

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 1999 portant approbation du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés,

VU le schéma départemental des carrières approuvé par arrêté préfectoral n° 2000.1.0199 du 7 mars 2000,

VU l'avenant n° 1 du protocole de réduction des extractions de matériaux alluvionnaires des lits majeurs des cours d'eau de la région Centre signé le 8 janvier 2002,

VU l'arrêté préfectoral n° 2002.1.590 du 11 juin 2002 portant approbation de la révision du plan des surfaces submersibles de la vallée de la Loire dans la section comprise entre Digoin (département de Saône-et-Loire) à l'amont et Briare (département du Loiret) à l'aval, valant plan de prévention des risques naturels de la Loire sur la commune d'Argenvières,

VU la modification du plan d'occupation des sols de la commune d'Argenvières approuvée par délibération du conseil municipal du 9 novembre 2002,

DY-EISSIE	ARG
JPH	
PB	
SC	
UD	
AAIT	
CR	
ST	
CC	
BB-CC-AR	
Classement :	

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 autorisant la SA Sablière de l'Ile au Page, dont le siège social est situé à Argenvières (18140), à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune d'Argenvières, dans le lit majeur endigué de la Loire, au lieu-dit "L'Ile au page", dans les parcelles cadastrées section AE n^{os} 46, 50 et 53, pour une superficie exploitable d'environ 20 ha et pour une durée de 15 ans,

VU la demande présentée le 10 avril 2001 par M. Raymond DEROMEDI, gérant de la SNC Sablière de l'Ile au Page (S.I.P.), dont le siège social est sis au lieu-dit "L'Ile au Page" à Argenvières (18140), en vue d'être autorisé à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires précitée sur le territoire de la commune d'Argenvières, en lit majeur de la Loire, au lieu-dit "L'Ile au Page", dans les parcelles cadastrées section AE n^{os} 46, 50 et 53 (superficie de 257050 m² dont 84000 m² restent à extraire - production maximale annuelle prévue de 107 570 tonnes - durée sollicitée de 15 ans),

VU les plans et documents inclus dans le dossier de demande,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 25 avril 2001,

VU l'ordonnance n° 142/01-D du président du tribunal administratif d'Orléans du 14 mai 2001 désignant M. René FENOY, officier de l'armée de l'air en retraite, en qualité de commissaire-enquêteur,

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé dans les communes d'Argenvières, La Chapelle Montlinard, Saint-Léger le Petit (département du Cher), La Charité-sur-Loire, La Marche, Champvoux et Tronsanges (département de la Nièvre) du 12 juin 2001 inclus au 12 juillet 2001 inclus, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2001.1.564 du 18 mai 2001 prescrivant la mise à l'enquête du projet,

VU le mémoire du 30 juillet 2001 fourni par le demandeur en réponse aux observations formulées au cours de l'enquête publique,

VU le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur du 8 août 2001,

VU la délibération du conseil municipal d'Argenvières du 6 juillet 2001,

VU la délibération du conseil municipal de La Chapelle Montlinard du 10 juillet 2001,

VU la délibération du conseil municipal de Saint-Léger le Petit du 6 juillet 2001,

VU la délibération du conseil municipal de La Charité-sur-Loire du 14 juin 2001,

VU la délibération du conseil municipal de Champvoux du 15 juin 2001,

VU la délibération du conseil municipal de Tronsanges du 19 juin 2001,

VU l'avis émis par le directeur "Stratégie-Pilotage" de la SNCF - direction de Clermont-Ferrand le 12 juin 2001,

VU l'avis émis par le directeur de l'institut national des appellations d'origine le 14 juin 2001,

VU l'avis émis par le chef du service interministériel de défense et de protection civile le 18 juin 2001,

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt le 6 juillet 2001,

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'équipement le 16 juillet 2001,

VU l'avis émis par la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales le 26 juillet 2001,

.../...

CONSIDÉRANT que l'étude hydrogéologique a conclu que la création du plan d'eau aura un impact faible sur la piézométrie de la nappe alluviale et sur son écoulement,

CONSIDÉRANT que des mesures sont prises afin de limiter le risque de pollution accidentelle de la nappe et qu'il n'y aura aucun stockage d'hydrocarbures ni de rejet sanitaire sur l'emprise de la carrière,

CONSIDÉRANT que l'extraction des matériaux n'est pas génératrice de pollution chimique de l'air et que des mesures sont prises pour limiter ou éviter l'envol de poussières,

CONSIDÉRANT que les habitations les plus proches se situent à plus de 600 m de l'autre côté de la levée d'Espagne,

CONSIDÉRANT que le niveau sonore en limite de propriété sera maintenu inférieur à 70 dBA pendant la période d'activité limitée à la période réglementaire de jour, notamment par la mise en place d'un merlon de protection, disposé parallèlement à la digue,

CONSIDÉRANT que les activités ne génèrent pas de déchets industriels et que toutes les dispositions sont prises pour éviter l'apport de déchets de provenance extérieure ou pour les éliminer dans les conditions réglementaires prévues,

CONSIDÉRANT que la carrière se situe dans un environnement paysager fermé,

CONSIDÉRANT que les matériaux sont évacués uniquement par bandes transporteuses vers l'aire de traitement située en dehors du lit endigué de la Loire, au lieu-dit "Le Portugal",

CONSIDÉRANT que le site est inclus dans une ZNIEFF de type II et dans une zone proposée au titre de site d'intérêt communautaire "Natura 2000" mais qu'il s'avère que les milieux d'intérêt écologique sont apparus avec l'activité de la carrière et ne sont pas présents sur la partie restant à exploiter,

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire réalisera une étude complémentaire visant à améliorer l'insertion écologique du plan d'eau dans l'environnement,

CONSIDÉRANT que les garanties financières permettront le réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant,

CONSIDÉRANT que le PPR (plan de prévention des risques) sur la Loire approuvé par arrêté préfectoral du 11 juin 2002 autorise la poursuite des carrières déjà existantes en zone d'aléa fort, dans la limite des quantités déjà autorisées,

CONSIDÉRANT que le POS de la commune d'Argenvières, modifié le 9 novembre 2002, a été mis en concordance avec ce PPR,

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients engendrés par les activités, au regard des intérêts protégés par l'article L 511-1 du code de l'environnement sont identifiés et prévenus par les mesures mises en place et envisagées par l'exploitant ainsi que par les prescriptions du présent arrêté,

VU la lettre du 3 décembre 2002 de la SNC Sablière de l'Ile au Page (S.I.P.) faisant connaître qu'elle n'a pas d'observations à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis le 28 novembre 2002,

SUR la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - DÉFINITION DES INSTALLATIONS

1.1 - AUTORISATION

La SNC Sablière de l'Ile au Page (S.I.P.), dont le siège social est situé à Argenvières (18140), au lieu-dit "L'Ile au Page", est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune d'Argenvières, au lieu-dit "L'Ile au Page".

.../...

VU l'avis émis par le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine le 26 juillet 2001,

VU l'avis émis par le directeur régional de l'environnement Centre le 26 juillet 2001,

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'équipement de la Nièvre le 17 août 2001,

VU la convention relative à la prise en compte du patrimoine archéologique signée entre l'Etat, représenté par le préfet du Cher et la SNC S.I.P., représentée par son directeur, M. Gilles DEROMEDI,

VU le mémoire établi par le demandeur le 12 octobre 2001 en réponse aux observations des services administratifs,

VU l'expertise hydraulique réalisée par Hydratec, transmise à l'inspection des installations classées le 7 mars 2002,

VU l'avis émis par la direction régionale de l'environnement Centre le 30 mai 2002 sur l'expertise hydraulique réalisée par Hydratec,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 30 mai 2002 comportant l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre,

VU l'avis émis par la commission départementale des carrières lors de sa séance du 25 juin 2002,

CONSIDÉRANT que l'activité projetée constitue une installation classée soumise à autorisation selon la rubrique n° 2510.1° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que, compte tenu des quantités maximales autorisées de matériaux extraits depuis 1987 (120 000 tonnes par an) et de la réduction progressive des extractions en lit majeur, en application du protocole susvisé, la totalité du gisement situé dans le périmètre autorisé n'aura pas été exploitée, à l'échéance de l'arrêté d'autorisation, en décembre 2002,

CONSIDÉRANT que le projet de la sablière de l'Île au Page est donc un renouvellement d'autorisation d'exploitation de carrière sans extension ni modification des conditions de remise en état,

CONSIDÉRANT que la demande est compatible avec le schéma départemental des carrières qui souligne que la réduction progressive des extractions de matériaux alluvionnaires en lit majeur ne va pas sans certaines mesures d'accompagnement qui consistent notamment à traiter *"favorablement les demandes de renouvellement d'autorisation dans la mesure où l'étude d'impact apportera les réponses positives aux préoccupations éventuellement apparues depuis l'autorisation initiale"*,

CONSIDÉRANT que le projet est également compatible avec le SDAGE qui interdit les autorisations uniquement sur les nouveaux sites en lit endigué,

CONSIDÉRANT qu'il apparaît que pour une échelle de 140 ans, le site se trouve en dehors de la zone de mobilité de la Loire,

CONSIDÉRANT que la sensibilité du site du point de vue hydraulique et hydrologique a justifié la production d'une tierce expertise spécifique,

CONSIDÉRANT que cette tierce expertise réalisée par Hydratec a, d'une manière générale, corroboré les conclusions de l'étude d'impact hydraulique du pétitionnaire et a montré que, sous réserve de la réalisation d'aménagements complémentaires compatibles avec le projet (aménagement d'une berme de 4 m de large entre le plan d'eau et le pied de la digue portant à 24 m la distance minimale séparant la limite de l'extraction de la levée d'Espagne), les risques hydrauliques liés à l'agrandissement du plan d'eau ne sont pas rédhibitoires à la poursuite d'exploitation de la carrière,

.../...

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 257 050 m² pour une surface exploitable de 84 000 m² et concerne les parcelles cadastrées section AE n^{os} 46, 50 et 53 par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté. Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre.

La carrière est située en lit majeur de la Loire.

1.2 - NATURE DES ACTIVITÉS

1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Régime
2510-1°	<p>Carrières (Exploitation de)</p> <p>Exploitation de carrières, à l'exception des carrières de marne ou d'arène granitique, à ciel ouvert, sans but commercial, distantes d'au moins 500 mètres d'une carrière soumise à autorisation ou à déclaration, lorsque la superficie d'extraction est inférieure à 500 mètres carrés et lorsque la quantité de matériaux à extraire est inférieure à 250 tonnes par an et que la quantité totale d'extraction n'excède pas 1000 tonnes, lesdites carrières étant exploitées soit par l'exploitant agricole dans ses propres champs, soit par la commune, le groupement de communes ou le syndicat intercommunal dans un intérêt public (soumises à déclaration).</p>	A

A : Autorisation

1.2.2 - VOLUMES AUTORISÉS

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 1 543 500 tonnes.

La production maximale annuelle est de **107 570 tonnes**.

1.2.3 - DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée à une durée de **15 ans** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, de déposer une nouvelle demande, qui est soumise aux mêmes formalités que la demande primitive.

1.2.4 - PÉREMPTION DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

1.2.5 - AMÉNAGEMENTS

L'exploitation est menée et les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le plan de phasage des travaux est annexé au présent arrêté.

1.2.6 - RÉGLEMENTATION

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières s'imposent de plein droit à l'exploitant. Les dispositions plus contraignantes fixées par le présent arrêté s'y substituent.

.../...

L'autorisation est accordée sans préjudice des dispositions des autres réglementations en vigueur.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire.

Le changement d'exploitant est soumis au régime de l'autorisation préalable.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

2.1 - GARANTIES FINANCIÈRES

2.1.1 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières est établi conformément à l'arrêté interministériel du 10 février 1998.

L'exploitation est menée en 3 périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA). Il est fixé comme suit :

PÉRIODES	S1 (C1 = 70 KF/ha)	S2 (C2 = 150 KF/ha)	L (L = 210 F/m)	TOTAL en €
1	4,574	1,056	1000	104973,34
2	4,574	1,056	1000	104973,34
3	4,392	0,992	620	89402,20

2.1.2 - NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Lorsque l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, il y joint le document établissant la constitution des garanties financières prévue à l'article 23-3 de ce décret.

Ce document doit être conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

2.1.3 - MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

.../...

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

2.1.4 - RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance.

Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.

2.1.5 - MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.6 - LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE

L'exploitant peut demander la levée, en tout ou partie, de l'obligation de garanties financières lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée.

2.1.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières seront appelées :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état du site.

2.2 - MODIFICATIONS

Toute modification apportée à l'exploitation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.3 - DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant précisera les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

.../...

L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.4 - CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)

Les contrôles, analyses et expertises périodiques prévus par le présent arrêté doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Des contrôles, prélèvements, analyses et mesures d'effluents liquides ou gazeux, de poussières, de déchets, de sols, d'eaux souterraines, de bruit, de vibration ou plus généralement de toute substance ou de tout objet lié à l'installation peuvent être exécutés à la demande de l'inspection des installations classées ou par l'inspecteur pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les dépenses correspondant à l'exécution des contrôles, analyses ou expertises sont à la charge de l'exploitant.

2.5 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'activité, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins six mois avant la cessation définitive d'activité.

L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site constitué conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Il est mis fin à l'exercice de la police régie par le décret n° 99-116 du 12 février 1999 susvisé lorsque l'inspecteur des installations classées a constaté la conformité des travaux prévus par la cessation d'activité par un procès-verbal de récolement transmis au préfet en application de l'article 34-1-III du décret du 21 septembre 1977 susvisé modifié.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

Les carrières sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

3.1 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

3.1.1 - INFORMATION DES TIERS

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place :

- à l'entrée du chantier, un panneau indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté,
- des panneaux répartis sur le pourtour de l'installation et implantés à intervalle régulier signalant l'interdiction de pénétrer sur le chantier.

3.1.2 - BORNAGE

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

.../...

Un plan de bornage sera établi par un géomètre expert avant le début des travaux. Un exemplaire de ce plan sera transmis à l'inspecteur des installations classées dès sa réception par l'exploitant.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

3.1.3 - EAU DE RUISSELLEMENT

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L 211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

3.1.4 - ACCÈS ET VOIRIE

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

3.2 - DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié est subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires mentionnés à l'article 3.1 ci-dessus.

Cette déclaration sera transmise au préfet en trois exemplaires.

Le préfet fera publier, aux frais de l'exploitant, dans les 15 jours qui suivent la réception de la déclaration, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, un avis annonçant le dépôt de cette déclaration.

3.3 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

L'exploitation et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

3.4 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

3.4.1 - DÉBOISEMENT ET DÉFRICHAGE

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

3.4.2 - DÉCAPAGE DES TERRAINS

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il aura lieu en dehors des périodes de nidification, et des périodes de grand vent. Il sera interdit pendant les périodes de reproduction de la faune, de mars à août.

.../...

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2 m pour lui conserver ses qualités agronomiques.

3.4.3 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

L'exploitant indiquera par écrit à la direction régionale des affaires culturelles du Centre (service régional de l'archéologie) la date prévue des travaux de décapage. Une copie de ce courrier, qui devra être adressé à la DRAC au moins un mois avant le début desdits travaux, sera transmise à l'inspection des installations classées.

Les techniques de décapage mises en œuvre devront garantir la protection d'éventuels vestiges archéologiques (décapage à la pelle mécanique équipée de godet lisse travaillant en rétro-action ou à l'aide de tout autre moyen garantissant des résultats équivalents).

Les découvertes fortuites de vestiges archéologiques seront déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant prendra toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

3.4.4 - EXTRACTION

L'exploitation de la carrière est conduite conformément au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté.

Toute modification du phasage d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Les extractions en nappe alluviale ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est interdit.

L'extraction aura lieu à une profondeur maximale de 10,80 m par rapport au niveau naturel des terrains.

La cote minimale du fond de fouille est fixée à 148 m NGF.

L'extraction se fera hors eau sur 2,30 m et en eau sur 8,00 m.

3.4.5 - TRANSPORT DES MATÉRIAUX

Le transport des matériaux s'effectuera uniquement par bandes transporteuses depuis la carrière vers l'aire des installations.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L 131-8 et L 141-9 du code de la voirie routière.

.../...

3.4.6 - DISTANCE DE REcul - PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS

Les bords de l'excavation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

La distance minimale séparant la limite de l'extraction de la levée est de 24 m (comprenant une berme de 4 m, aménagée entre le plan d'eau et le pied de la digue).

Les terrains pouvant être submergés en période de forte crue, les stockages de matériaux seront disposés de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

Le volume des matériaux de découverte stockés n'excédera pas 5000 m³. Ceux-ci seront disposés en merlon d'une hauteur maximale de 2m, en zone Ouest de la carrière, de manière à ne pas gêner les écoulements de crue.

Il n'y aura aucun stockage de matériaux extraits sur le site.

3.4.7 - CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTÉRIEURS

Des organismes agréés procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les appareils de pesage,
- les installations électriques,
- l'hygiène et la sécurité,
- les poussières.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site.

3.5 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

3.5.1 - POLLUTION DES EAUX

3.5.1.1 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le ravitaillement et l'entretien des engins, à l'exception du scraper, ne sont pas autorisés sur le site.

Le ravitaillement du scraper s'effectuera par camion citerne au-dessus d'une aire étanche mobile, à l'aide d'un pistolet à arrêt automatique.

Aucun stockage d'hydrocarbures ne sera effectué sur le site.

.../...

3.5.1.2 - REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Aucune installation de traitement ne sera présente sur le site.

Aucun rejet ne sera effectué dans le milieu naturel.

Eaux usées domestiques

Il n'y aura aucun rejet d'eaux sanitaires usées.

3.5.1.3 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

En cas de constat d'une tache d'hydrocarbures, le matériau souillé sera immédiatement enlevé et évacué conformément à l'article 3.5.3.

3.5.2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.5.2.1 - POUSSIÈRES

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Des contrôles de débit, de concentration et de flux de poussières seront réalisés tous les ans et les résultats seront conservés pendant au moins 5 ans.

Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.

3.5.2.2 - ACCÈS ET VOIES DE CIRCULATION

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La vitesse des véhicules sur le chantier est limitée à 25 km/h.

Les voies de circulation internes sont aménagées et entretenues.

Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

A cet effet, l'exploitant procédera par arrosage de la piste d'accès en tant que de besoin ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente.

Seuls les véhicules effectuant les travaux de décapage et le scraper sont amenés à circuler sur le site.

3.5.3 - DÉCHETS

Est un déchet, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

.../...

3.5.3.1 - PRINCIPE

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour éviter de produire des déchets, en limiter les flux, en assurer une bonne gestion, les stocker et les éliminer dans des conditions qui ne portent pas atteinte à l'environnement conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (code de l'environnement et ses textes d'application).

3.5.3.2 - STOCKAGE

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté et non générateurs d'odeur,
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.
- les envois soient limités.

Les déchets imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés aux risques.

L'exploitant interdira, par tout moyen utile, le déversement, dépôt ou décharge de produits extérieurs au site et de déchets.

3.5.3.3 - ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Toute incinération à l'air libre de déchets est interdite.

L'élimination des déchets doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du code de l'environnement.

Déchets industriels

L'entretien des engins étant réalisé à l'extérieur, le site n'est pas susceptible d'accueillir des déchets industriels de type huile ou cartouche de graissage.

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Déchets ménagers

L'enlèvement des déchets ménagers et des déchets assimilés doit être effectué dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales ou remis à un transporteur pour acheminement vers une installation autorisée.

3.5.3.4 - SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.

A cet effet, il tiendra à jour un registre qui sera tenu à la disposition des agents chargés des contrôles et dans lequel seront consignées toutes ces informations.

Les dates d'enlèvement, les quantités et la nature des déchets transmis à chaque transporteur ainsi que l'identité des transporteurs devront être précisées.

.../...

L'exploitant ne remettra ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage de déchets ou il s'assurera que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information devra être reportée dans le registre susnommé.

3.5.4 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

3.5.4.1 - GÉNÉRALITÉS

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les horaires de fonctionnement sont de 7 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi, les jours ouvrés exclusivement.

3.5.4.2 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés
supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Le niveau de bruit à ne pas dépasser en limites d'exploitation, déterminé de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles est fixé à 70 dBA.

Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

3.5.4.3 - ENGINS DE TRANSPORT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière doivent être conformes au décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571-2 du code de l'environnement.

.../...

3.5.4.4 - APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

3.5.4.5 - CONTRÔLES ACOUSTIQUES

Un contrôle des niveaux sonores sera réalisé tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié après accord de l'inspection des installations classées. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.6 - PRÉVENTION DES RISQUES

3.6.1 - INTERDICTION D'ACCÈS

3.6.1.1 - GARDIENNAGE

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

3.6.1.2 - CLÔTURE

L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

3.6.1.3 - INFORMATION

Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

3.6.2 - INCENDIE ET EXPLOSION

Les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

3.7 - REMISE EN ÉTAT DU SITE

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit, conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,

.../...

- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

La surface maximale à remettre en état est de 257 050 m².

Une étude complémentaire portant sur l'amélioration de l'insertion écologique du plan d'eau, compatible avec les hypothèses de l'étude hydraulique devra être transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification au pétitionnaire du présent arrêté.

3.7.1 - REMISE EN ÉTAT COORDONNÉE A L'EXPLOITATION

L'exploitation de la phase (n + 2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état.

3.7.1.1 - SCHÉMA D'EXPLOITATION

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les références cadastrales des parcelles concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des terres de découvertes,
- les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,

Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le **1^{er} février** à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

3.7.2 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT

La remise en état consiste en la création d'un plan d'eau de 20 ha. Elle sera réalisée suivant le plan joint en annexe, les préconisations de l'étude hydraulique complétées par celles de l'expertise hydraulique.

.../...

3.7.2.1 - GÉNÉRALITÉS

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation.

Le site sera libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne devra subsister sur le site.

3.7.2.2 - AIRES DE CIRCULATION

Les aires de circulation provisoires et les aires de travail seront décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouvertes de terre végétale en vue de leur remise en prairie.

3.7.2.3 - REMBLAIEMENT

La remise en état du site consiste en un remblaiement partiel, pour modelage des berges et réalisation des aménagements hydrauliques.

Seuls des stériles en provenance du site pourront être utilisés pour le remblaiement et la création des berges du plan d'eau.

Tout apport de matériaux extérieurs est interdit.

L'aire de décantation sera recouverte de 0,50 m de terres de découverte et nivelée, une fois les boues séchées.

3.7.2.4 - RÉALISATION DU PLAN D'EAU

Le tracé des rives devra éviter les formes linéaires.

Le contour du plan d'eau présentera une alternance de berges talutées dans le gisement et de berges talutées en pente douce à l'aide de stériles d'exploitation.

Les travaux comporteront les opérations suivantes :

- Arasement (partie nord) sur une longueur de 200 m, répartie en une portion de 50 m à proximité du déversoir existant et une de 150 m plus au sud.
- Talutage de la berge au sud-est, dans la masse, à 10° en partie haute et à 30° sous le niveau d'étiage.
- Aménagement d'une pente en partie sud du plan d'eau permettant d'éloigner la zone de déversement des eaux de crues de la levée d'Espagne.
- Talutage des autres berges à 30° jusqu'au niveau d'étiage de la nappe et à 45° en dessous.
- Aménagement de bermes de 4 m de largeur le long de la levée d'Espagne.
- Création d'une zone de hauts fonds en extrémité Est du plan d'eau.
- Régalez de terres végétales sur une épaisseur de 0,30 m.

.../...

3.7.2.5 - REVÉGÉTALISATION

Seule la berge sud-est sera ensemencée à l'aide de Papilionacées (légumineuses) et Poacées (graminées).

Les autres berges ne seront pas végétalisées artificiellement.

ARTICLE 4 - SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

ARTICLE 5 - Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

ARTICLE 6 - Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions édictées par le livre II du code du travail (en particulier articles L 235.1 et suivants) et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 - La présente autorisation ne dispense pas de la demande de permis de construire prévue par l'article L 421.1 du code de l'urbanisme, si besoin est, et des autorisations administratives subséquentes.

ARTICLE 8 - Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Argenvières pour y être éventuellement consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans les locaux de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les conditions d'octroi de la présente autorisation et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie d'Argenvières pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction des relations avec les collectivités territoriales et du cadre de vie - bureau de l'environnement).

Un avis sera inséré par les soins du préfet du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9 - Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- ❶ par les demandeurs ou exploitants dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- ❷ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation de la carrière transmise par l'exploitant au préfet, précisées à l'article 3.2 du présent arrêté.

.../...

Les délais de recours prévus par l'article L 514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

ARTICLE 10 - Le Secrétaire général de la préfecture du Cher, le Maire d'Argenvières, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre et les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au pétitionnaire et aux communes consultées.

Bourges, le 5 décembre 2002

La Préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

signé : Gérard BRANLY

Pour ampliation,
Pour la préfète,
Le chef de bureau délégué,



Adriana LAVEAU

**RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE
A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
OU A TENIR A DISPOSITION**

Article	Document	Périodicité ou échéance	Transmission ou mise à disposition
3.1.2	Plan de bornage		Transmission dès réception
1.1	Modification du parcellaire	S'il y a lieu	Transmission dès réception
2.1.2	Acte de cautionnement	Dès le début des travaux	Transmission dès réception
3.2.	Déclaration de début d'exploitation	Dès le début des travaux	Transmission
2.1.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant l'échéance	Transmission
2.1.5	Modification des conditions d'exploitation	Avant mise en œuvre	Transmission
2.3	Déclaration d'accident ou d'incident	Dans les meilleurs délais	Transmission
2.3	Mesures envisagées suite à un accident	Dans les 15 jours suivants	Transmission
3.4.3	Déclaration de découverte de vestiges archéologiques	Dès leur découverte	Transmission
3.4.4	Déclaration de modification du phasage	Avant mise en œuvre	Transmission
3.4.7	Rapports de contrôle des organismes extérieurs : prévention en matière de sécurité, contrôle des installations électriques, des appareils de levage, des extincteurs, ...	Réglementaire	Mise à disposition
3.5.2.1	Résultats des analyses des poussières	Réglementaire	Mise à disposition
3.5.3.4	Registre de suivi des déchets		Mise à disposition
3.5.4.5	Contrôle des niveaux sonores	Tous les 3 ans	Mise à disposition
3.7.1.1	Plan de l'état d'avancement de l'exploitation de carrière	Tous les ans avant le 1 ^{er} février	Transmission
3.6.2	Contrôle et suivi des matériels de lutte contre l'incendie	Contrôle annuel et suivi trimestriel	Mise à disposition
2.5	Déclaration de cessation d'activité de la carrière	Six mois avant	Transmission
3.7	Etude de l'amélioration de l'insertion écologique du plan d'eau.	3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral	Transmission

PLAN PARCELLAIRE

COMMUNE DE
LA CHARITE-SUR-LOIRE
(NIEVRE)

COMMUNE DE
LA MARCHE
(NIEVRE)

COMMUNE DE
D'ARGENVIERES
(CHER)

COMMUNE DE
A CHAPELLE-MONTLINARD
(CHER)

AE 50

AE 40

AE 50

AE 47

AE 51

AE 48

AE 49

AE 52

AE 45

AE 46

AE 47

AE 48

AE 49

AE 50

AE 51

AE 52

AE 53

AE 54

LEVEE D'ESPAGNE

L'ILE AU PAGE

SECTION AE

ZONE
D'INSTALLATION

LES AVOINERES

AE 70

AE 12

AE 10

AE 7

AE 6

AE 71

AE 72

AE 73

AE 74

AE 75

AE 76

AE 77

AE 78

AE 79

AE 80

AE 81

AE 82

AE 83

AE 84

AE 85

LE PORTAIL

AE 36

AE 37

AE 38

AE 39

AE 40

AE 41

AE 42

AE 43

AE 44

AE 45

AE 46

AE 47

AE 48

AE 49

AE 50

AE 51

AE 52

AE 53

AE 54

AE 55

LE PRE NEUF

AE 200

AE 201

AE 202

AE 203

AE 204

AE 205

AE 206

AE 207

AE 208

AE 209

AE 210

AE 211

AE 212

AE 213

AE 214

AE 215

AE 216

AE 217

AE 218

AE 219

AE 220

LE CHATELAIN

AE 300

AE 301

AE 302

AE 303

AE 304

AE 305

AE 306

AE 307

AE 308

AE 309

AE 310

AE 311

AE 312

AE 313

AE 314

AE 315

AE 316

AE 317

AE 318

AE 319

AE 320

LE CHATELAIN

AE 400

AE 401

AE 402

AE 403

AE 404

AE 405

AE 406

AE 407

AE 408

AE 409

AE 410

AE 411

AE 412

AE 413

AE 414

AE 415

AE 416

AE 417

AE 418

AE 419

AE 420

LE CHATELAIN

AE 500

AE 501

AE 502

AE 503

AE 504

AE 505

AE 506

AE 507

AE 508

AE 509

AE 510

AE 511

AE 512

AE 513

AE 514

AE 515

AE 516

AE 517

AE 518

AE 519

AE 520

LE CHATELAIN

AE 600

AE 601

AE 602

AE 603

AE 604

AE 605

AE 606

AE 607

AE 608

AE 609

AE 610

AE 611

AE 612

AE 613

AE 614

AE 615

AE 616

AE 617

AE 618

AE 619

AE 620

LE CHATELAIN

AE 700

AE 701

AE 702

AE 703

AE 704

AE 705

AE 706

AE 707

AE 708

AE 709

AE 710

AE 711

AE 712

AE 713

AE 714

AE 715

AE 716

AE 717

AE 718

AE 719

AE 720

LE CHATELAIN

AE 800

AE 801

AE 802

AE 803

AE 804

AE 805

AE 806

AE 807

AE 808

AE 809

AE 810

AE 811

AE 812

AE 813

AE 814

AE 815

AE 816

AE 817

AE 818

AE 819

AE 820

LE CHATELAIN

AE 900

AE 901

AE 902

AE 903

AE 904

AE 905

AE 906

AE 907

AE 908

AE 909

AE 910

AE 911

AE 912

AE 913

AE 914

AE 915

AE 916

AE 917

AE 918

AE 919

AE 920

LE CHATELAIN

AE 1000

AE 1001

AE 1002

AE 1003

AE 1004

AE 1005

AE 1006

AE 1007

AE 1008

AE 1009

AE 1010

AE 1011

AE 1012

AE 1013

AE 1014

AE 1015

AE 1016

AE 1017

AE 1018

AE 1019

AE 1020

LE CHATELAIN

AE 1100

AE 1101

AE 1102

AE 1103

AE 1104

AE 1105

AE 1106

AE 1107

AE 1108

AE 1109

AE 1110

AE 1111

AE 1112

AE 1113

AE 1114

AE 1115

AE 1116

AE 1117

AE 1118

AE 1119

AE 1120

LE CHATELAIN

AE 1200

AE 1201

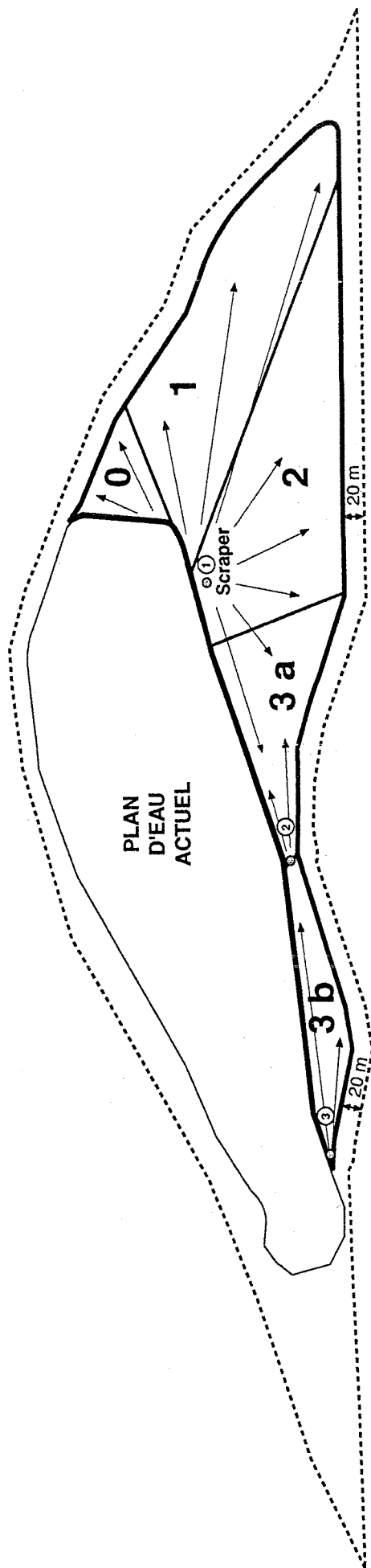
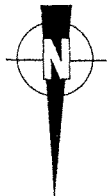
AE 1202

AE 1203

AE 1204

AE 12

PLAN DE PHASAGE



Limite de la zone sollicitée par la demande de poursuite d'exploitation (rubrique 2510.I de la nomenclature des ICPE-
carrière-) autorisée par A.P. du 18.12.1987

Limite exploitable

Phase correspondant à la superficie extraite pendant la procédure

Phases de travaux ultérieurs

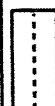
Sens de progression de l'extraction

Position du SCRAPER

Extraction des phases 0 à 2

Extraction de la tranche 3 a

Extraction de la tranche 3 b



①

②

③

Echelle : 1/4 000

PLAN DE L'ETAT FINAL

LOIRE



Levée d'ESPAGNE

Consignée
et régalée
de terres

Les largeurs des berges sont dessinées à titre indicatif



Limite de la zone sollicitée par la demande de poursuite d'exploitation (rubrique 2510.I de la nomenclature des ICPE-
carrière-) autorisée par A.P. du 18.12.1987

Berge remise en état

Haut fond

Zone périphérique revégétalisée

Embranchement du RD 45

Echelle : 1/4 000

